

Le Ministère du Rire

Tout avait commencé par un détail infime, presque ridicule :
un soir, aux informations, la présentatrice la plus sérieuse du pays eut un hoquet.

Un hoquet.

Un tout petit.

Mais si incongru, si sincère, qu'il traversa l'écran comme une bulle de savon imprévue.

Les téléspectateurs éclatèrent de rire.

Un rire franc, immédiat, involontaire.

Le lendemain, les audiences augmentèrent de 8 %.

Non pas pour entendre les nouvelles, mais pour voir si la présentatrice allait re-hoqueter.

Elle ne hoqueta pas.

Mais les gens continuèrent de rire quand même.

Les sociologues, affolés, publièrent un rapport qui fit trembler le gouvernement.

Il concluait que :

- la population riait spontanément six fois plus qu'avant,
- les disputes conjugales reculaient,
- les insultes dans les transports s'effondraient,
- les plaintes administratives perdaient en agressivité,
- et, pire que tout, les discours politiques n'arrivaient plus à tenir une atmosphère sérieuse plus de deux minutes.

Les ministres découvraient, médusés, qu'au moment même où l'un d'eux annonçait une réforme « douloureuse mais nécessaire », quelqu'un dans la salle éclatait de rire — parfois pour une raison mystérieuse comme un reflet sur sa cravate, ou la forme trop inspirée du micro.

Le président convoqua son état-major.

- Messieurs... Mesdames... Nous faisons face à une crise majeure.
- Une crise de quoi ? demanda la ministre de l'Intérieur.
- De crédibilité ! Les citoyens se mettent à rire partout. Tout le temps. Sur tout !

Le ministre de la Santé leva timidement la main.

- Peut-être est-ce... sain ?
- Sain ?! rugit le président. Depuis quand un peuple démocratique décide-t-il d'être heureux tout seul ?!

C'est ainsi qu'apparut, dans une confusion mémorable,
le Ministère du Rire.

Son rôle ?

Réguler le rire.

Le cartographier.

Le normer.
Le labelliser.
Le redistribuer équitablement entre les classes sociales.
Et surtout, surtout, éviter qu'il n'interfère avec la gravité des institutions.

La ministre du Rire fut choisie pour son absence totale d'humour, qualité considérée comme indispensable pour garantir une neutralité stricte.
On lui installa un bureau insonorisé, sans miroir, sans journaux satiriques, et sans plantes capables d'avoir des formes vaguement amusantes.

Elle annonça ses premières mesures :

1. Interdiction des rires spontanés dans les administrations.
2. Rire autorisé uniquement sur justification écrite.
3. Mise en place d'un quota national de quatre rires par personne et par semaine.
4. Création d'un registre des Rires Inappropriés (R.I.), passibles d'amendes.

Le pays éclata d'un rire gigantesque, unanime, tonitruant.
Non pas de joie.
De stupeur.

La ministre pâlit.
Le président faillit s'évanouir.
Les conseillers préparèrent un plan d'urgence.

Mais quelque chose d'imprévu se produisit.
Un phénomène similaire à celui qui avait renversé la télévision, puis le cinéma :

Les citoyens avaient découvert un outil simple, installé sur leurs téléphones :
un bouton appelé « **Rire Maintenant** ».

On appuyait dessus, et le téléphone générait une petite vidéo, ou un poème léger, ou un dessin, ou une scène absurde — le tout calibré pour déclencher un rire doux, un rire clair, un rire qui ne se moquait de personne mais qui allégeait tout.

Les rues vibrèrent de centaines de milliers de rires minuscules.
Des gens qui n'avaient pas ri depuis dix ans retrouvèrent une étincelle qu'ils croyaient perdue.
Les psychologues rapportèrent une chute verticale de l'anxiété.
Les médecins observèrent une amélioration subite des tensions artérielles.
Les prisons elles-mêmes devinrent plus calmes.

Mais le plus grave, pour le pouvoir, fut ceci :

Les discours du président devinrent irrésistiblement drôles.
Même quand ils ne l'étaient pas.
Surtout quand ils ne l'étaient pas.

Il parlait, la foule riait.
Il promettait une réforme sévère, on riait.

Il grondait, on riait encore.
Il criait, et là c'était l'hilarité.

Il devint — bien malgré lui — le meilleur humoriste du pays.

Terrassé, il demanda audience à la ministre du Rire.

— Faites quelque chose !
— Je crains que le rire ne soit devenu... comment dire... autoportant.
— Autoportant ?
— Indépendant de votre autorité.
— Mais je suis le président !
— Justement.

Il frappa du poing sur son bureau.

— Très bien. Si le peuple rit, alors je rirai aussi. Je rirai plus fort qu'eux tous !

Ce soir-là, il apparut à la télévision, tentant de déclencher un rire officiel, labellisé, présidentiel.

Il força un sourire.

Puis un petit « ha ».

Puis un rire plus appuyé.

Ce fut une catastrophe.

Le rire sonnait creux, métallique, mécanique.

Un rire sans âme.

Un rire qui n'avait pas eu d'enfance.

On eut l'impression que son visage tentait de fuir sa propre bouche.

Les citoyens cessèrent de rire.

Le silence se fit.

Un silence puissant.

Un silence qui disait : *on ne rit pas sur commande*.

Le président comprit.

Le rire venait de quitter la sphère du pouvoir pour rejoindre la sphère du vivant.

Il n'était plus une émotion.

Il était devenu une souveraineté.

Le lendemain, la ministre du Rire remit sa démission.

Dans sa lettre, elle écrivit simplement :

« On ne gouverne pas le rire.

Il nous tolère, voilà tout. »

Et le pays respira.

Léger.

Enfin léger.